



...le rapport d'information

L'ÉGYPTE, « PORTE D'ENTRÉE » DE LA FRANCE DANS LES CRISES DU MOYEN-ORIENT

Ronan le Gleut, Sylvie Goy-Chavent, Jacques le Nay, Jean-Pierre Grand

1. UNE PUISSANCE EN CRISE

A. UN « POIDS LOURD » DE LA RÉGION

1. Une importance démographique qui représente à la fois une chance et un fardeau

La population égyptienne a passé le cap symbolique des **100 millions d'habitants en février 2020 et pourrait atteindre 150 millions en 2050** : c'est le troisième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria et l'Éthiopie. Mais l'Égypte ne profite pas du « dividende démographique ¹ » car il est très difficile d'assurer l'intégration de 800 000 nouveaux entrants chaque année sur le marché du travail. Ceux-ci sont donc particulièrement frappés par le chômage (26,5% en 2019). **Le niveau de vie par habitants diminue**. Cependant, cette population très nombreuse représente un marché très vaste et reste donc une opportunité pour les acteurs économiques du pays ou de ses partenaires.



d'habitants
aujourd'hui



d'habitants en 2050



d'arrivants chaque
année sur le marché
du travail

2. Des ressources énergétiques importantes

Depuis une quinzaine d'années, **l'Égypte est devenue excédentaire dans sa production énergétique**, notamment grâce à la découverte du champ Zohr en Méditerranée, qui lui a permis de redevenir un exportateur net d'hydrocarbures (73 milliards de mètres³ de gaz naturel en 2021). Elle dispose également d'une infrastructure de liquéfaction pour transformer et acheminer le gaz israélien vers l'Europe. Elle met enfin en avant sa capacité de production d'hydrogène vert et bleu, ayant signé des accords de coopération avec l'Europe et des pays du Golfe dans ce domaine.

3. Un prestige légué par l'histoire récente, qui a toutefois tendance à diminuer

L'Égypte jouit d'un certain prestige en raison de son soutien à la lutte pour l'indépendance des pays africains et des souvenirs de la période nassérienne. Le discours officiel continue à entretenir la vision d'une opposition entre les pays arabes, dont

¹ Situation dans laquelle un pays atteint son optimum dans le rapport entre la population active et la population « dépendante » (les plus jeunes et les plus âgés)

l'Égypte serait le leader naturel, et les pays « non arabes » qui, tels l'Iran et la Turquie, chercheraient à gagner une influence indue dans la région. En Afrique, malgré ses prétentions au leadership, son prestige est désormais fortement concurrencé par l'Éthiopie ou les monarchies du Golfe.

B. UN PAYS EN CRISE

1. Les effets du Covid 19 puis de la guerre en Ukraine

L'économie de l'Égypte a été violemment frappée par la succession de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine. Devant la mission, le vice-ministre de la défense a placé au premier rang de ses préoccupations la crise économique, en raison de ses possibles implications sur la stabilité du pays. **En effet, l'Égypte est l'un des pays au monde pour lesquels les effets du conflit en Ukraine sont les plus graves.** Le pays est le premier importateur mondial de blé, avec une dépendance aux importations de l'ordre de 80 %, dont 50 % viennent de Russie et d'Ukraine, et de 95% pour l'huile de tournesol. Le pays est donc particulièrement exposé au risque de ruptures d'approvisionnement et à la hausse des prix. L'Égypte est également concernée par les conséquences du conflit sur le plan touristique : les Russes et les Ukrainiens constituaient les plus gros clients du secteur.

La population égyptienne est directement affectée par cette crise. Elle s'appauvrit alors que, déjà en 2019, les deux tiers des Égyptiens vivaient soit sous le seuil de pauvreté, soit juste au-dessus. Le pouvoir d'achat des ménages s'est fortement dégradé en 2022, avec une inflation qui a atteint des niveaux très élevés. La livre égyptienne s'est dépréciée de 89% depuis le début de 2022. Les subventions de produits de première nécessité sont le seul instrument dont dispose les autorités, mais des appels à manifester ont eu lieu à l'automne 2022, ce qui est rare dans ce pays très contrôlé par l'appareil sécuritaire.

2. Une mainmise en plus en plus forte des monarchies du Golfe et du FMI

L'Égypte a donc été contrainte de solliciter de nouveau l'aide du FMI et a obtenu, difficilement, **un nouveau programme d'aide pour 3 milliards de dollars**, le 3^{ème} prêt depuis 2016. Le FMI impose au pays de remédier à ses vulnérabilités macroéconomiques et d'assurer une croissance et la création d'emplois par le secteur privé à travers : (i) une politique monétaire permettant le maintien d'un taux de change flexible pour absorber les chocs externes, (ii) la poursuite de la consolidation budgétaire (baisse du ratio dette/PIB) tout en renforçant les dépenses sociales, (iii) des réformes structurelles importantes visant à réduire l'empreinte de l'État (notamment de l'armée) et à accroître le rôle du secteur privé dans l'économie. Ces réformes s'annoncent difficiles pour l'Etat égyptien, particulièrement en ce qui concerne la réduction de l'empreinte de l'armée dans l'économie, car le rôle de celle-ci est central dans de nombreux secteurs.

Enfin, **les monarchies du Golfe ont longtemps soutenu l'Égypte à fonds perdus et exigent désormais des contreparties en capital.** Ainsi, il a été indiqué à la mission que la quasi-totalité des médias appartient désormais à des entreprises des pays du Golfe.

2. UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOUCIEUSE DE RAYONNEMENT INTERNATIONAL MAIS SUR LA DÉFENSIVE

A. LE « MULTI-BILATÉRALISME » ET LA DIPLOMATIE DES SOMMETS

L'Égypte s'efforce de mettre en œuvre une politique étrangère équilibrée et fait preuve actuellement, en comparaison de l'ère Mubarak, d'un certain activisme.

1. Des relations toujours privilégiées avec les États-Unis mais renforcées avec la Russie, la Chine et l'Union européenne

Afin de disposer du maximum de leviers et faute de disposer par elle-même de ressources d'influence majeures, l'Égypte cherche à développer le plus possible ses relations bilatérales, sans exclusive ni partenaire privilégié :

- **L'alliance avec les États-Unis reste essentielle**, mais l'administration américaine a conditionné une partie (130 millions de dollars) de son aide militaire à des avancées en matière de droits humains ;
- **L'Égypte s'est cependant rapprochée de la Russie**, avec laquelle la coopération en matière économique et militaire s'est renforcée, ce qui explique en partie sa réticence à prendre parti sur le conflit en Ukraine ;
- **Elle entretient également une relation économique croissante de la Chine**, étant devenue le 1^{er} pays au Moyen-Orient bénéficiaire des investissements des « Nouvelles routes de la Soie » ;
- **Avec l'Union européenne, les échanges sont relancés** depuis la reprise du dialogue d'association à l'été 2017, l'Égypte étant désormais le 2^{ème} bénéficiaire des instruments de voisinage après le Maroc, et un Conseil d'association UE-Égypte s'étant tenu en juin 2022 ;
- **La relation avec l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis reste forte**, ces pays apportant un soutien financier essentiel au pays, tandis que les tensions importantes avec le Qatar sont en voie d'apaisement.

2. Le rapprochement avec la Turquie et la Syrie

a) Avec la Turquie : une détente très progressive

Les relations avec la Turquie sont en voie d'amélioration, avec des visites croisées des ministres des affaires étrangères au printemps 2023. En Méditerranée orientale, l'Égypte estime avoir à gagner à une amélioration des relations avec la Turquie car la sécurisation maritime de ses gisements gaziers est très coûteuse. Toutefois, le vice-ministre des affaires étrangères, Hamdi Loza, a souligné devant la mission que le ministre égyptien avait au préalable pris contact avec Chypre et la Grèce, dont l'Égypte reste très proche. Ainsi, le rapprochement avec la Turquie reste prudent.

b) Le rétablissement des relations avec la Syrie

Un début de rapprochement s'opère également entre l'Égypte et la Syrie à la suite du tremblement de terre qui a frappé ce pays et la Turquie, après 10 ans d'interruption des relations. En avril 2023, le ministre égyptien des affaires étrangères a reçu son homologue. L'Égypte estime que ce rapprochement est nécessaire pour contrecarrer la progression de l'influence iranienne. La Syrie a été réintégrée au sein de la ligue arabe le 7 mai à l'initiative de l'Arabie Saoudite, l'Égypte n'ayant pu qu'accepter ce retour.

3. Une diplomatie des sommets

En rupture avec l'ère Moubarak, **l'Égypte fait preuve d'un certain activisme dans les enceintes internationales**, avec la présidence de l'Union africaine en 2019 et l'organisation d'événements de dimension internationale : forum mondial de la jeunesse annuel à Charm-el-sheik, la COP14 pour l'environnement en novembre 2018, le sommet UE-Ligue arabe en février 2019 et récemment la COP27 en novembre 2022 à Charm-el-Sheikh. Durant son mandat en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, elle a également voulu être le porte-parole des intérêts africains.

4. La relation privilégiée avec l'Irak et la Jordanie

Une coopération tripartite avec l'Irak et la Jordanie a été progressivement mise en place lors de quatre sommets consécutifs des trois chefs d'État, dont le sommet de Bagdad du 27 juin 2021. Il s'agit pour les trois pays d'augmenter leur coopération sécuritaire et économique. Pour l'Égypte, un tel partenariat doit permettre de contrer l'influence iranienne en Irak et au Levant, et sans doute d'équilibrer la puissance des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en intégrant, à terme, le Liban, la Syrie et les territoires palestiniens.

B. UN RÔLE TOUJOURS IMPORTANT DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN, MENACÉ PAR LES ACCORDS D'ABRAHAM

1. Un rôle toujours clef du fait de l'influence sur Gaza

L'Égypte joue traditionnellement un rôle central dans les tentatives de résolution du conflit israélo-palestinien : médiation entre Israéliens et Palestiniens lors d'épisodes d'affrontements, rôle clé dans la réconciliation inter-palestinienne et accueil de délégations palestiniennes. Elle œuvre également en faveur d'une relance du processus de paix conformément à une solution à deux États, dans le cadre du groupe d'Amman associant également la Jordanie, l'Allemagne et la France.

Au moment du déplacement de la délégation au Caire en mai 2023, après une escalade meurtrière, un cessez-le-feu entre le Jihad islamique de Gaza et Israël venait d'être signé sous l'égide des services de renseignement égyptiens. L'Égypte continue en effet d'être le seul pays à pouvoir garantir un cessez-le-feu du fait de son contrôle sur Gaza. **Toutefois, sur le plan général du conflit israélo-palestinien, la situation reste totalement bloquée**, notamment du fait de l'attitude actuelle de la partie israélienne qui ne fait plus du conflit une priorité, étant davantage focalisée sur l'Iran. Selon le vice-ministre des affaires étrangères égyptien, Israël se satisfait ainsi d'un *statu quo* qui ne l'oblige à renoncer à rien et compte sur d'autres pays comme le Qatar et l'Égypte pour tenir Gaza à bout de bras.

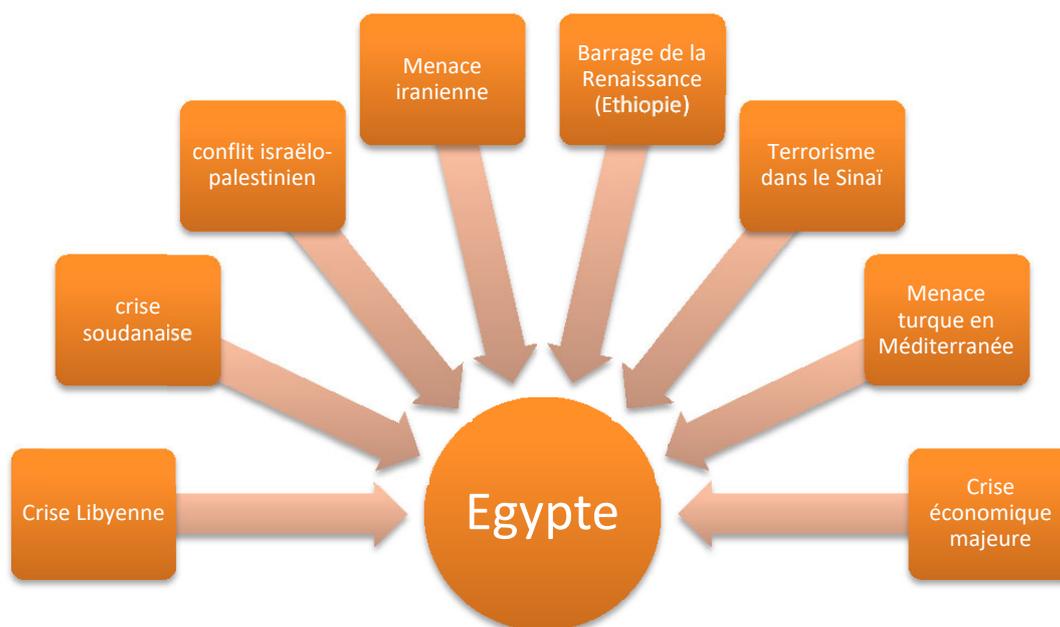
2. Un risque de marginalisation du aux accords d'Abraham

Pour L'Égypte, les accords d'Abraham, qui ont vu la signature de traités de paix entre Israël et les Émirats arabes unis et entre Israël et Bahreïn, prolongés par des accords avec le Soudan et le Maroc, signifie, en même temps qu'une marginalisation du conflit israélo-palestinien, un risque de perte d'influence. Dans ce contexte, les autorités rencontrées par la mission ont tenu à réaffirmer l'importance de la résolution du conflit israélo-palestinien, d'autant que **la cause palestinienne reste essentielle aux yeux de la population**.

C. UN PAYS QUI SE VIT COMME ASSIÉGÉ PAR LES MENACES RÉGIONALES

La délégation a été frappée, lors de ses entretiens avec les membres du Gouvernement, par leur conscience aigüe que le pays est « assiégé » par les menaces régionales. Le vice-ministre des affaires étrangères a ainsi souligné que, alors qu'en 1973, la menace ne provenait que de la seule la frontière avec Israël, désormais celle-ci est la seule dont ne provienne aucune menace pour le pays.

Les principaux risques et menaces pesant sur l'Égypte



1. La crise soudanaise : un échec pour l'Égypte

Avant l'éclatement du conflit ouvert entre les deux généraux soudanais Abdel Fattah al-Burhane et Mohamed Hamdane Daglo, les Égyptiens soutenaient davantage le premier des deux, pariant sans doute sur une évolution à l'égyptienne avec un pouvoir militaire fort. **Le déclenchement des hostilités a donc consterné l'Égypte.** Le début des combats en avril a déclenché un fort afflux de réfugiés : 70 000 personnes ont déjà franchi la frontière et 350 000 au moins sont attendues. Les autorités égyptiennes sont pessimistes sur l'évolution de ce conflit : comme l'a déclaré l'un des interlocuteurs officiels de la mission, « *nous avons besoin d'un miracle au Soudan* ». Le vice-ministre des affaires étrangères a souligné que les États-Unis avaient décidé de s'appuyer sur l'Arabie Saoudite pour la résolution de ce conflit. Ce choix contribue à mettre en avant la montée en puissance du pays dans la région, au détriment de l'influence égyptienne. L'Égypte cherche cependant désormais à reprendre la main dans les négociations pour un cessez-le-feu.

2. La crise libyenne : un statu quo durable ?

Le frontière avec la Libye à l'Ouest est considérée comme la plus menaçante en raison de sa longueur (1200 km) et du risque de passage de combattants étrangers, l'armes, de munitions, d'IED, de drogue, etc. Le vice-ministre de la défense a également rappelé l'enlèvement et l'exécution en 2015 par un groupe rattaché à l'Etat islamique de 21 coptes égyptiens. Avec la partition *de facto* du pays en deux parties, avec deux Gouvernements, **l'absence actuelle d'affrontements de grande ampleur rend le statu quo supportable pour l'Égypte**, qui reste néanmoins préoccupée par la présence et l'influence du rival turc dans l'Ouest du pays. La lutte contre cette ingérence turque reste ainsi d'actualité.

3. La menace iranienne : les conséquences de l'accord inattendu entre Arabie Saoudite et Iran

Le 10 mars 2023 a été signé sous l'égide de la Chine un accord entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Les deux pays sont convenus de renouer leurs relations diplomatiques, rompues depuis sept ans : réouverture des ambassades sous deux mois, cessation des ingérences, réactivation d'un accord sécuritaire et lancement d'une coopération économique, commerciale, technologique et d'investissements. L'Égypte n'a pu que prendre acte et est maintenant dans l'expectative sur les éventuelles conséquences positives de l'accord pour ses intérêts en Syrie, au Liban, en Irak et au Yémen. Deux analyses semblent s'opposer au sein du pays. Selon la première, l'Iran n'est, de toute façon, qu'une menace lointaine pour l'Égypte qui a déjà fort à faire dans son voisinage immédiat. **Selon l'autre analyse, l'Iran est la plus grande menace pour l'Égypte, militairement et par les troubles qu'elle entretient dans la région**, et le pays doit donc rester mobilisé contre cette menace.

4. La crise du barrage de la Renaissance éthiopien

Tous les interlocuteurs de la mission ont évoqué **la menace que constitue le remplissage par l'Éthiopie du réservoir du barrage de la Renaissance.** En effet, l'impact sur la zone agricole égyptienne, sur les berges et dans le delta du Nil, est redouté dans un pays qui a déjà fort à faire pour assurer sa sécurité alimentaire. L'Égypte craint également la multiplication de plus petits barrages destinés à l'irrigation en Éthiopie, qui aurait pour effet de réduire définitivement le débit du fleuve en Égypte. Alors que le Soudan s'était souvent montré proche des positions égyptiennes sur cette question (mais le général Abdel Fattah al-Burhane a assuré le 26 janvier 2023, après une rencontre avec son homologue égyptien Abiy Ahmed, être « *d'accord sur tous les points* » avec l'Éthiopie sur le sujet du barrage), la déstabilisation de ce pays ajoute une nouvelle inconnue.

L'Égypte, qui est reconnaissante à la France d'être un des seuls pays qui la soutient au Conseil de sécurité sur ce dossier, n'écarte pas, dans les déclarations de ses dirigeants, la solution militaire, tout en soulignant le danger extrême que représenterait une telle solution pour la stabilité régionale. **Ainsi, elle indique travailler à des solutions alternatives pour assurer l'approvisionnement en eau du pays pendant les périodes de sécheresse, comme la construction de 21 stations de dessalement d'eau**, annoncée en décembre 2022 pour un investissement de 3 milliards de dollars par le PDG du fonds souverain égyptien, Ayman Soliman. Ces usines doivent permettre d'atteindre en 2025 une production

de 3,3 millions de mètres cubes par jour, contre 830 000 litres actuellement, mais la situation financière actuelle très difficile du pays suscite des doutes sur ce programme.

5. Le lutte contre le terrorisme

Le président égyptien a fait de la lutte contre le terrorisme un axe majeur de sa politique extérieure, en réponse à la situation en Libye mais aussi dans le Sinaï où les attaques dues à l'Etat islamique mais aussi au contexte politique et social local, avec une révolte des tribus bédouines, se sont multipliées depuis 2011, jusqu'à aboutir à **une véritable guerre larvée**. Les opérations menées dans cette région par l'armée égyptienne constituent ainsi, selon la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), son engagement armé le plus important depuis la guerre de 1973. Cette guerre est peu documentée car les observateurs indépendants sont interdits dans le nord-Sinaï depuis l'été 2013. Les Égyptiens craignaient que La Wilayat Sinaï tente un coup de force à Gaza, la frontière avec l'enclave palestinienne constituant un sujet permanent de préoccupation en raison des tunnels. Ils estiment cependant avoir jugulé en grande partie ce problème dans la période récente, notamment en assouplissant leur politique à l'égard des tribus bédouines, ce qui a permis de faire beaucoup baisser le nombre d'attaques. Toutefois, 11 militaires égyptiens ont été encore tués en juillet 2022.

L'Égypte fait par ailleurs toujours l'objet de nombreuses critiques dans le domaine des droits de l'homme, notamment en raison de l'emprisonnement de militants tels que Ramy Shaath, libéré le 6 janvier 2022 à l'issue d'un dialogue avec la France. Des listes de cas individuels qui font l'objet d'un suivi particulier sont ainsi remises aux autorités par la France.

6. La multiplication des bases militaires en réponse aux menaces

En réponse aux menaces régionales, **l'Égypte a récemment déployé de nouvelles bases militaires majeures**. En juillet 2021, le pays a ainsi inauguré une base navale baptisée « Nouveau 3 juillet » dans l'extrême nord-ouest du pays, à proximité de la frontière avec la Libye, afin de contribuer à la sécurisation de cette frontière et à la lutte contre l'immigration clandestine. Sur la Mer Rouge, la base de Bérénice, créée en janvier 2020, permet de rapprocher les forces égyptiennes du Sud de la Mer Rouge et du détroit de Bab-el-Mandeb. Elle permettrait donc au pays de faire face plus rapidement que par le passé à une poussée iranienne dans cette région. Enfin, la base Mohamed Naguib a été inaugurée le 22 juillet 2017, près de El'Alamein, à l'Est d'Alexandrie, assurant ainsi une force de projection en Méditerranée orientale.

7. Une politique réactive, une perte d'influence face aux concurrents régionaux et en particulier à l'Arabie Saoudite

Bien que l'Égypte de Sissi ait fait preuve d'un certain activisme international, les difficultés rencontrées par le pays sur le plan intérieur et extérieur (crise économique et nécessité d'éviter un embrasement social, accroissement de la pauvreté, prestige en baisse au Moyen-Orient et en Afrique) l'obligent à assister en spectateur à la montée en puissance de ses concurrents régionaux. La signature des accords d'Abraham et la marginalisation du conflit israélo-palestinien qui en résulte, l'accord irano-saoudien, le déclenchement de la guerre civile soudanaise **sont autant d'exemple d'événements lourds de conséquences pour le pays et son statut international**. En particulier, la montée en puissance et l'activisme de l'Arabie Saoudite de MBS, qui soutient toujours le pays financièrement mais exige désormais des contreparties, est souligné par les autorités égyptiennes elles-mêmes, qui indiquent s'attendre sans cesse à de nouvelles initiatives de la pétromonarchie.

3. UNE RELATION FRANCO-ÉGYPTIENNE SOLIDE ET CONFIANTE

A. D'EXCELLENTE RELATIONS BILATÉRALES

1. Des relations très suivies

Les relations franco-égyptiennes sont marquées par une grande confiance. Les visites croisées au niveau des chefs d'Etat sont quasiment annuelles depuis l'arrivée au pouvoir du

président Sissi, les dernières ayant été celles du Président de la République à Charm-el-Sheikh pour la COP27 et du Président Sissi à Paris en juillet 2022 ; une visite de ce dernier à l'occasion du One Ocean Summit en février 2022 ; deux visites en mai et novembre 2021, ainsi qu'une visite d'Etat en décembre 2020.

2. Une relation-clef dans la gestion des crises régionales

L'Égypte est en effet un partenaire très important de la France au Moyen-Orient, une véritable porte d'entrée pour celle-ci dans les crises de la région. La coopération est particulièrement étroite sur le dossier libyen, en particulier depuis la mise en place du comité franco-égyptien sur la Libye en 2018. Les consultations au niveau des hauts fonctionnaires et ministres sont nombreuses sur de nombreux autres dossiers (Afrique, Syrie au sein du Small Group, lutte contre le terrorisme, processus de paix au Proche-Orient avec le groupe d'Amman, composé également de la Jordanie et de l'Allemagne). La France soutient par ailleurs l'Égypte au sein des Nations unies sur la question du barrage de la Renaissance.

3. Des relations culturelles étroites, des liens économiques en devenir

La relation avec l'Égypte se traduit sur le plan culturel par de grands projets, notamment dans le domaine archéologique, avec plus de 40 missions archéologiques françaises en Égypte. La coopération est également approfondie dans le domaine universitaire.

En revanche, sur le plan économique, la France n'est que le 11^{ème} partenaire commercial de l'Égypte en 2020, et seulement le 5^{ème} partenaire européen, derrière l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Une stratégie visant à reconquérir de nouveaux marchés a été mise en place en 2019. Des contrats ont été signés dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'eau et de l'agriculture. Il est nécessaire de poursuivre cet effort.

B. UNE RELATION DE DÉFENSE MARQUÉE PAR UNE GRANDE CONFIANCE

La coopération entre la France et l'Égypte dans le domaine de la défense et de l'armement est exceptionnelle depuis plusieurs années.

1. Des Rafales pour l'armée de l'air égyptienne

En matière aérienne, l'Égypte a acquis des Rafale à deux reprises : 24 appareils en 2015 et 30 supplémentaires en mai 2021, qui commenceront à être livrés en 2026. L'Égypte est un client de la France de très longue date pour les avions de combat. L'armée de l'air a acquis des Mirage 5, des Alphajets, des Mirage 2000 puis des Rafale. L'Égypte a été le premier Etat à recevoir le Rafale. Ainsi, l'Égypte souligne à l'envi qu'elle est le « porte-bonheur » du Rafale qui a pu décrocher d'autres contrats par la suite. Il est vrai que **l'exemple de l'achat de l'appareil et de son utilisation par les forces égyptiennes a sans doute joué un grand rôle dans les décisions prises par le Qatar, les Émirats arabes unis, la Grèce et l'Indonésie d'acquiescer ensuite l'avion.** L'Égypte semble pleinement satisfaite des conditions de mise en œuvre de ce contrat et du MCO associé, qui lui ont permis d'obtenir un taux de disponibilité d'environ 90% selon Dassault, très supérieur à celui obtenu avec les autres avions de combat de la flotte égyptienne (notamment les F-16). En outre, l'Égypte est pleinement autonome dans l'utilisation de ces avions, ce qui n'est pas nécessairement le cas s'agissant des concurrents.



Ces contrats représentent également une forte activité pour le fabricant de moteurs Safran, les Rafale étant des bimoteurs, avec les contrats de maintenance afférents. Le motoriste entretient par ailleurs environ 60 moteurs d'hélicoptères, 40 moteurs d'Alphajet, 15 moteurs de Mirage, ainsi que 150 moteurs civils dans le pays, mais aussi les trains d'atterrissage et les freins de très nombreux avions.

Les deux industriels soulignent que leur avenir en Égypte passe par la localisation d'une partie de l'activité dans le pays, du seul fait de la pression concurrentielle même en l'absence d'obligation légale. Or, l'Égypte possède un bon tissu industriel, le plus développé dans la zone Afrique du Nord /Moyen-Orient. En revanche, il existe dans le pays un déficit de qualifications intermédiaires (type BTS) : **c'est donc l'un des domaines dans lesquels la coopération avec la France en matière de formations doit être approfondie.**

2. Une coopération très approfondie en matière maritime

Enfin, l'Égypte a acquis de nombreux navires auprès d'industriels français. Il s'agit d'une coopération particulièrement approfondie, notamment en ce qui concerne la fabrication des corvettes Gowind, puisque le montage des navires a lieu entièrement dans un arsenal d'Alexandrie.

Des contrats pour sept navires de guerre de premier rang

4 Corvettes Gowind de 2 500 tonnes ont été vendues par DCNS devenu Naval Group, dont trois sont fabriquées à Alexandrie, pour un montant d'environ 1 milliard d'euros

1 frégate multi-missions (FREMM) prise sur le stock de la marine nationale en 2016

2 porte hélicoptères amphibie (PHA) initialement destinés à la Russie, en cours d'équipement car vendus sans systèmes de combat

Un contrat de maintenance a été signé pour ces 7 navires de 1^{er} rang, sur trois ans.

Ces contrats reçoivent un rayonnement important du fait des coopérations maritimes de l'Égypte en Méditerranée orientale.



Christian Cambon
Président de la commission
Sénateur du Val-de-Marne
(LR)

Commission des affaires étrangères, de la
défense et des forces armées

<http://www.senat.fr/commission/etr/index.html>



Ronan Le Gleut
Rapporteur
Sénateur des Français
établis hors de France
(LR)



Sylvie Goy-Chavent
Rapporteur
Sénateur de l'Ain
(LR)



Jacques Le Nay
Sénateur du Morbihan
(UC)



Jean-Pierre Grand
Sénateur de l'Hérault
(LIRT)